

6 décembre 2010 | Le Droit | ANABELLEANABELLENICOUD NICOUUD LaLaPresse Presse MONTRÉAL —

# De plus en plus d'étudiants québécois aux finances précaires

Fauchés, les étudiants ? C'est ce que soutient la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) dans son étude sur les sources et modes de financement des étudiants de premier cycle, parue la semaine dernière.

De plus en plus en situation précaire et de plus en plus endettés, les étudiants québécois appréhendent l'augmentation vraisemblablement imminente des droits de scolarité.

Pour boucler leurs fins de mois, plusieurs se tournent vers les banques alimentaires.

L'organisme Moisson Montréal s'est alarmé, lors de la présentation de son dernier Bilan de la faim, de la hausse du nombre d'étudiants qui ont recours aux banques alimentaires depuis un an.

« Il y a une hausse de 100 % de cette clientèle. En chiffres absolus, les étudiants restent encore peu nombreux, mais il semble clairement y avoir une tendance », a dit Danielle Blain, directrice du financement et des communications de Moisson Montréal.

Faut-il tirer la sonnette d'alarme ? Laura Stanbra, directrice de l'aide financière à l'Université Concordia, se fait rassurante : « Pour nous, c'est toujours un problème de trouver de l'argent, mais dans notre bureau, on a le même pourcentage d'étudiants qui en font la demande. »

Pourtant, sur le terrain, les signes de détérioration de la situation financière des étudiants se multiplient, soutient la FEUQ. Une majorité d'entre eux a recours à l'endettement privé et, notamment, aux cartes de crédit. Et les étudiants n'ont jamais été aussi nombreux à travailler : un quart d'entre eux travaillent plus de 20 heures par semaine, selon la FEUQ.

L'impact de l'endettement

« L'endettement a un impact sur les études. À l'entrée, c'est un repoussoir. Pendant, les étudiants préfèrent travailler mais la qualité des études s'en ressent. Et à la sortie, l'endettement mine l'insertion professionnelle », explique Louis-Philippe Savoie, président de la FEUQ.

La situation financière des étudiants québécois n'est guère reluisante. La moitié d'entre eux bénéficient d'un financement de 12 200 \$ par an ou moins, selon la FEUQ. Pour un quart, ce plancher tombe à 7400 \$ par an.

« Ce qu'il faut faire, selon nous, c'est arrêter de pelleter dans la cour des étudiants et de leurs familles. Les études, cela ne rapporte pas seulement aux étudiants mais à toute la société », dit M. Savoie.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

4 décembre 2010 | Le Droit | JONATHANJONATHANBLOUIN BLOUIN [joblouin@joblouin@ledroit.ledroit.com](mailto:joblouin@joblouin@ledroit.ledroit.com)  
com

# Des élèves anglophones de Hillcrest pourraient toucher 60 000 \$ en bourses

Trente élèves d'une classe de 11e année à l'école secondaire anglophone Hillcrest, à l'est d'Ottawa, pourraient mériter 60 000 \$ en bourses d'études pour prendre des cours en français à l'Université d'Ottawa (Ud'O).

Dans le cadre de son concours vidéo, le Régime d'immersion en français de l'Ud'O distribuera plus de 150 000 \$ en offre de bourses d'admission, mardi prochain, à des élèves anglophones ontariens qui suivent des cours de français langue seconde.

Comme 47 autres classes d'immersion en français ailleurs en province, les 30 élèves de Julien Boulerice à l'école Hillcrest ont fait parvenir une vidéo de deux minutes à l'Ud'O dans laquelle ils vantent les avantages de la langue de Molière.

Parmi les vidéos reçues, le Régime d'immersion a choisi cinq classes finalistes ; la classe de M. Boulerice, une classe d'Orillia, une d'Oshawa et deux de Brantford. Au total, ces 134 élèves recevront une offre de bourse de 1000 \$ chacun à titre de finaliste.

Aux frais de l'Ud'O, ils convergeront également vers le campus universitaire mardi prochain, alors qu'une journée a été préparée pour eux. Les élèves de la classe gagnante verront à ce moment leur 1000 \$ être doublé.

« Pour nous, c'est une façon de rejoindre les étudiants avec une activité de groupe. En les faisant venir à Ottawa, c'est un petit velours pour eux et nous pourrons leur faire découvrir le campus », affirme le directeur du Régime d'immersion en français, Marc Gobeil.

Afin de profiter de leur bourse, une fois le secondaire complété, les élèves devront choisir un programme à l'Ud'O et s'inscrire dans au moins deux cours en français par session.

Technique marketing

L'Ud'O n'hésite pas à se servir de ce genre d'initiatives pour mousser le caractère bilingue de son institution. « Le bilinguisme de l'université, c'est un atout. Et une carte qu'on joue de plus en plus souvent. Tant qu'à attirer des anglophones, nous allons chercher des anglophones qui peuvent étudier en français », fait remarquer M. Gobeil.

L'université n'est donc pas réticente à ouvrir son portefeuille pour attirer ces nouveaux élèves.

« Ces bourses s'insèrent dans nos budgets. Ça nous donne de la visibilité et ça ne coûte pas cher », poursuit M. Gobeil.

L'an dernier, lors de la première année du concours, pas moins de 180 000 \$ ont ainsi été remis en offre de bourses. Au total, depuis deux ans, c'est donc plus de 330 000 \$ qui auront été promis à de futurs élèves.

Cet outil marketing semble porter fruits, du moins à Hillcrest.

« Avec les bourses, plusieurs de mes élèves reconsidèrent maintenant l'Université d'Ottawa, alors qu'ils envisageaient d'aller à Carleton. Ça leur ouvre les yeux sur d'autres possibilités », indique M. Boulerice, qui enseigne en immersion en français depuis trois ans.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Financement des universités québécoises

# Le privé, une planche de salut ?

Le milieu universitaire se réunit aujourd'hui pour parler de financement lors des Rencontres des partenaires en éducation. La hausse des droits de scolarité, annoncée dans le dernier budget, sera au cœur des débats. Mais la ministre de l'Éducation veut aussi que le secteur privé contribue davantage au financement du réseau. Une solution réaliste ?

**DAPHNÉE DION-VIENS**  
Le Soleil

QUÉBEC — Seulement 1,3% des revenus de fonctionnement des universités québécoises proviennent de dons et de legs, comparativement à 2,8% dans le reste du Canada, selon les chiffres du ministère de l'Éducation. Le Québec peut faire mieux, estime la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Reste à trouver comment.

Au Canada anglais, quelques universités tirent particulièrement bien leur épingle du jeu à ce chapitre, comme l'Université de la Colombie-Britannique, l'Université de l'Alberta et l'Université de Toronto. Leur réussite s'explique par une tradition philanthropique beaucoup plus développée dans le Canada anglais, mais aussi par la proximité de grands donateurs dans la société dans laquelle elles évoluent, explique Jacques Nantel, professeur à HEC Montréal.

Pour susciter la générosité des donateurs, il existe trois conditions gagnantes, selon M. Nantel: les universités doivent démontrer qu'elles sont bien gérées, convaincre les donateurs qu'ils feront une différence et proposer

des projets stimulants. « Si on veut stimuler la philanthropie pour se maintenir à flot, ça ne fonctionnera pas », prévient-il.

Jacques Nantel tient par ailleurs à souligner que les revenus tirés des dons ne représentent que quelques gouttes dans le vaste océan du financement universitaire, et ce, même au Canada anglais. « Ce n'est pas une panacée. Ça ne peut pas tout régler », dit-il.

Au Québec, les dons et les legs ont représenté 223 millions\$ en 2008-2009, comparativement à 486 millions\$ en Ontario, selon les données de l'Association canadienne du personnel administratif universitaire.

## Sous-financement

Pour soulager financièrement les universités québécoises, aux prises avec un sous-financement qu'elles évaluent à 620 millions\$, le ministère de l'Éducation propose d'explorer d'autres avenues, qui seront au cœur des discussions d'aujourd'hui: augmenter les droits de scolarité — tel que décrété dans le dernier budget provincial —, accroître les dons provenant des particuliers et des entreprises et hausser les autres sources de

financement, comme les revenus provenant de la recherche et des brevets, peut-on lire dans le document de réflexion produit par le Ministère en vue de la rencontre d'aujourd'hui.

Reste à déterminer comment encourager la générosité des entreprises et des particuliers.

Des mesures de déductions fiscales sont déjà en place, tout comme une « subvention de contrepartie » versée par le gouvernement. Pour chaque dollar versé, le ministère de l'Éducation octroie 0,25 \$ aux universités, alors que les recteurs réclament une enveloppe de 100 millions\$ afin que le gouvernement verse aux universités le même montant que ce qu'elles reçoivent en dons.

## Possibles effets pervers

Le recours au financement universitaire ne fait toutefois pas l'unanimité. Des syndicats de professeurs considèrent que ces dons lient plus souvent qu'autrement les mains aux universités.

« C'est extrêmement dangereux parce que la philanthropie enlève de l'indépendance aux universités », affirme Jean Trudelle, président de la Fédération natio-



Au Canada, les dons aux universités — comme celui de Paul Desmarais à l'Université d'Ottawa — fournissent 2,8% des revenus de fonctionnement, comparativement à 1,3% au Québec.

nale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ), qui rappelle que les dons importants sont souvent octroyés en fonction d'un but précis, déterminé par le donateur.

Un avis partagé par François Blais, doyen de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval, qui publiait récemment une lettre ouverte dans Cybepresse concernant les « coûts cachés » de la philanthropie. En plus du risque de compromettre les « valeurs académiques fonda-

mentales », les dons déductibles d'impôt ont un coût pour l'État, rappelle-t-il.

« Plus les universités québécoises auront du succès en philanthropie, plus l'État devra trouver la façon de compenser d'une manière ou l'autre le rétrécissement de son assiette fiscale », écrit M. Blais. La façon la plus évidente d'y arriver, et aussi la plus « logique » dans les circonstances, sera de diminuer progressivement sa propre participation au financement des universités.

6 décembre 2010 | Le Droit | Dre NADIA GAGNIER FAMILLE [drenadia@ledroit.com](mailto:drenadia@ledroit.com)

# Être un parent « cool » ou imposer des limites ?

Un party s'organise et Jessica, 15 ans, demande à ses parents la permission d'y aller. Ces derniers lui posent plusieurs questions qui l'embêtent. Qui sera là ? Est-ce que les parents seront présents ? Est-ce qu'on offrira de l'alcool ? De plus, ils lui fixent une heure de rentrée et lui demandent de l'appeler pour les aviser si elle change d'endroit ou de plan au cours de la soirée.



Jessica accepte ces conditions, mais elle ajoute que les parents de ses amis ne sont pas aussi sévères et qu'ils ne posent pas autant de questions. Elle leur dit que la plupart de ses amis ont le droit de sortir et de faire ce qu'ils veulent sans avoir à rendre trop de comptes à leurs parents... Ses parents maintiennent leurs limites, en lui expliquant que c'est parce qu'ils l'aiment qu'ils veillent autant à sa sécurité. À ces belles paroles, Jessica roule les yeux au ciel en se disant qu'au-delà de l'amour de ses parents, elle aimerait bien avoir aussi un peu plus de liberté...

Ce genre de scénario est vécu dans bien des familles. Il est important de comprendre que ce que l'ado dit des parents de ses amis n'est pas nécessairement vrai... Sans vouloir vraiment mentir à ses parents, Jessica est probablement victime du phénomène de l'« herbe plus verte chez le voisin » !

Des demandes normales

Il est de la nature des ados d'être en quête d'autonomie et de liberté. Et il est dans la nature de

tout bon parent de vouloir les protéger. Ces deux natures entrent parfois en conflit !

En effet, il est souvent difficile de déterminer et de faire respecter des limites pour un ado, car il peut contester et remettre en question notre raisonnement. Le pire, c'est qu'il peut parfois avoir raison ! Pour éviter les confrontations et les remises en question, certains parents préféreront se montrer plus « cools » et n'établiront que très peu de limites pour leurs ados. Cela peut être une erreur, car bien qu'ils soient plus matures et autonomes, les adolescents ont encore besoin d'un certain encadrement.

Loin de moi l'idée de dire que tous les adolescents sont identiques, mais il y a tout de même certaines caractéristiques de l'adolescence qui peuvent faire en sorte qu'ils aient encore besoin d'un encadrement... Beaucoup manquent d'expérience et de connaissances. Ils se croient parfois invincibles, et certains peuvent faire preuve d'impulsivité. Sans compter qu'ils peuvent se faire influencer par les autres, par la pression exercée par les pairs ou par le désir d'être accepté dans un groupe.

Un encadrement différent

L'encadrement pour un ado s'exerce de façon différente que durant l'enfance. En fait, il doit inclure plus de dialogues et de négociations, ce qui peut mettre la patience de parents à l'épreuve ! Pourtant, c'est par ces moyens que parents et ados peuvent préserver une relation de confiance.

Dialoguer et négocier permet aux parents de comprendre les besoins de leur enfant qui devient grand. Ils peuvent ainsi s'ajuster à la réalité changeante de leur rejeton. De son côté, l'ado peut arriver à mieux comprendre que ses parents ont à coeur sa sécurité et qu'ils cherchent des moyens de le protéger, tout en tentant de respecter son besoin de liberté.

La plus grande capacité intellectuelle d'un adolescent, son plus grand jugement et sa plus grande capacité à avoir un regard critique l'amènent à pouvoir remettre en question les limites qu'il juge trop « bébé » pour lui. C'est ce qui lui permet également de dialoguer avec ses parents. Plus les parents permettent à leur ado de dialoguer et de négocier, plus ils sauront s'adapter à cette essoufflante période de sa vie.

L'équilibre entre dialogue et encadrement peut varier d'un ado à l'autre, selon son niveau de maturité et sa relation de confiance avec ses parents.

Ce ne sont pas tous les ados qui sont téméraires et impulsifs : certains sont même plus raisonnables que des adultes ! D'autres auront besoin d'un encadrement plus serré pendant une plus longue période. Les parents doivent donc adapter leur façon de faire à leur ado.

Mais, de façon générale, il faut retenir que les ados ont besoin d'être guidés et encadrés d'une façon différente. Leur capacité de négocier et de contester – bien qu'elle puisse être agaçante – permet aux parents d'ajuster leur encadrement en fonction de leur maturité. Sans cette contestation, il serait facile de tomber dans le piège de continuer à les traiter comme des enfants.



Car après tout, à nos yeux de parents, ils restent nos bébés pour toute la vie !

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

4 décembre 2010 | Le Droit | JEAN-JEAN-FRANÇOISFRANÇOISDUGAS DUGAS  
jfdugas@jfdugas@ledroit.ledroit.com com avec La Presse Canadienne

# Des fromages de Saputo rappelés par la fromagerie St-Albert

## Listeria

Les produits de la Fromagerie de St-Albert ne sont pas contaminés par la bactérie causant la listériose, tient à expliquer son directeur général, Réjean Ouimet.

www.levesqueetseguin.com

## PRÊT POUR L'HIVER?

Nous le sommes!  
Notre salle de montre a été agrandie  
pour vous offrir un choix plus diversifié :  
manteaux sport, de fourrure, de cuir, de laine,  
des chapeaux, des mitaines, des bottes et plus!  
Des produits canadiens de grande qualité.

HEURES D'OUVERTURE :

LUNDI - MERCREDI : 8 H 30 À 17H.

JEUDI - VENDREDI : 8 H 30 À 21 H.

SAMEDI : 10 H À 16 H.

*Lévesque*  
ATELIER DE FOURRURE  
DEPUIS 1920  
& Séguin

MAINTENANT  
OUVERT  
EN SOIRÉE  
LES JEUDIS ET  
VENDREDIS

367, BOUL. SAINT-JOSEPH GATINEAU. 819-777-4233

2416204

Saputo, le géant de la production de fromage, a diffusé hier matin un communiqué informant que certains de ses produits pourraient être contaminés par la bactérie *Listeria monocytogenes*. La multinationale québécoise cite notamment la Fromagerie St-Albert dans sa liste de rappel.

Rediffusée lors d'un bulletin de nouvelles à la radio, la nouvelle a affolé plusieurs clients de la coopérative de l'Est ontarien, au grand dam de M. Ouimet.

« Il s'agit des fromages Faith Farms, Sunspun et des fromages fondus et en tranches fabriqués par Saputo pour St-Albert. Il y a juste ceux-là. Pas toutes les marques St-Albert », précise-t-il.

Son entreprise a d'ailleurs cessé la distribution et a rappelé volontairement ces fromages portant la mention « meilleur avant le 9 juillet 2011 ».

En furie, M. Ouimet a aussi promis que ces fromages n'allaient plus jamais être distribués par sa fromagerie. « Il y en aura plus. Si jamais nous en avons, ce sera des produits St-Albert », a-t-il promis.

Saputo fournissait des fromages fondus et en tranches à la Fromagerie St-Albert puisque la



coopérative n'avait pas l'équipement nécessaire pour sa production.

150 000 kg rappelés

Saputo estime avoir maîtrisé une possible contamination à la listériose dans une usine de transformation au Québec en élargissant un rappel de tous les fromages produits sur la même unité. La compagnie n'a pas indiqué de quelle usine il est question.

Le rappel concerne neuf produits pour un total de 150 000 kg de fromage.

Le fromage dont il est question a été vendu en paquets de 2 kg à des détaillants, dont des épiceries fines. Il pourrait avoir été distribué dans des restaurants, des garderies, des hôpitaux ou des centres pour personnes âgées.



La listériose peut causer une forte fièvre, des maux de tête violents, des raideurs et des nausées. La maladie est particulièrement dangereuse pour les personnes âgées et pour les femmes enceintes. Aucun cas de maladie n'a été signalé.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

*Article rank* | 6 Dec 2010 | *Ottawa Citizen* | *JOE BANKS Joe Banks is professor/coordinator of the journalism program at Algonquin College and writes here monthly.*

# Shared educational success

I keep waiting for a smart politician of any persuasion to hail the solution that would calm those queasy parental tummies, triggered by the maze of educational choices and climbing cost of post-secondary education.

Oddly, however, I have not heard one allude to what has become a proven solution for any befuddled post-secondary applicant: marrying up college and university education through agreements between them, and allowing a student to earn two credentials in less time and at about 30 per cent less expense than a university degree alone.

That might have got your stretched wallet's attention, but before I venture further, I'll declare my blatant interest. I'm a full-time community college prof at Algonquin College whose program (journalism) has maintained a formal diploma/degree agreement with the University of Ottawa's communications department since 2002.

The agreement has students attend the University of Ottawa for about two years, then Algonquin for two, and in whatever order the student prefers.

And, while I ordinarily do not dip into issues that involve my day job, this one deserves attention, given the recent release of the annual Maclean's university issue, which once again, gives driveby attention to colleges.

I wonder if that would change if they knew that every student, in our program at least, who enrolled in the journalism articulation agreement, graduated. That's a 100-per-cent success rate, largely unheard of in programs that grant a diploma or a degree alone. In a system that would be ecstatic to graduate three-quarters of its intake, with varying degrees of success, every student enrolled in the articulation program gets to the finish line with time to spare.

Why is that? Why do articulated students succeed more often in school than their single-credential counterparts, at least statistically? And if they're so great, why don't more programs offer the same crossover option?

Those would have been good questions for the editors at Maclean's magazine to ask, before publishing their annual university rankings issue in November, when so many parents and their kids begin wondering in the run-up to the application season: college or university?

The issue gave only passing reference to bi-campus articulation agreements, acknowledging in a sidebar piece that they exist, but stopping short of employing the same methodology by which it calculates university excellence.

Maclean's has traditionally downplayed the educational worth of community colleges, pushing their readership to wrongly assume that degrees are the best way to go, even at the expense of trades training. But by not answering the questions above, and elevating the profile of college/university partnerships, it leaves a vacuum where there should be a solution.

To be fair, though, Maclean's shouldn't be the only surveyor of the post-secondary landscape. Less clear is why these success stories aren't promoted by the usual voices, including the political ones.

So let me venture my own educated guess as to why I believe college/university agreements should be elevated to the top of the grading pile. It really is no more complicated than persistence and commitment.

By the time we see them after two years of university, which is actually their third year in school, these students are committed to getting not one, but two pieces of paper. Based on my colleague's assessments at the university, they are seeing the same level of determination from the folks we send them after they earn their Algonquin diploma.

More important, though, the students get the best of both worlds. For their first two years, they get the theoretical education that makes them better citizens (and from my perspective, better learners), and then, in the second two, the highly practical, pragmatic skills that college provides.

By working together, both systems have broached what would have once been considered heresy in the university senates: universities working with colleges, successfully, and, for the taxpayer at least, more economically than any time before. I haven't had much use for that oft-used sales term, "winwin," but articulation agreements come about as close to meeting the ideal of that expression as any.

Ontario Premier Dalton McGuinty, for one, seemed to agree. "We need more of those," he said after

a brief, chance meeting we had after a convention luncheon two years ago in Toronto, when I told him of our program. Since then, we've seen a few more programs get on the articulation bandwagon, but hardly a stampede. Perhaps that is a card we'll see played as we move toward the provincial election date.



From the perspective of this tiny cog in a very large system, the often-maligned system has written a good tune here. I'm just surprised that nobody is singing it.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Autos Careers Classifieds Homes



## Students rally for suspended teen

By **KEVIN CONNOR**, QMI AGENCY

Last Updated: December 4, 2010 4:07am



**Henry Lee Heinonen speaks during a rally outside Northern Secondary School for Emil Cohen, a 17-year-old who was suspended for criticizing the school's soccer team. (Dave Abel, QMI Agency)**

TORONTO - Hundreds of students turned out for a rally against censoring free speech Friday outside a mid-town Toronto high school.

The protest at Northern Secondary School stemmed from the suspension of Grade 12 student Emil Cohen, who vented at an assembly about the school's soccer team, which, he said, has inadequate equipment, uniforms and coaches.

Cohen was warned by the school not to make his speech and when he did he was suspended for two days.

This is a ridiculous situation, said Billy Wiegand, a Grade 12 student at the school.

"There was this one guy who punched another in the face and was only suspended for one day. Here we have a guy expressing his opinion how he felt wronged by the administration, Wiegand said. "It is their right to play soccer."

Students have a right to be angry, said Grade 11 student Emily Sabetti.

"(But) I don't know if all this is necessary or what it will do," Sabetti said.

The Toronto District School Board said Cohen's suspension is a result of his speech not being made in the right way and he will not be allowed to participate in school sports because he was red-carded in the team's last game.

"This issue is free speech and it was correct and in the right place,"

said Henry Lee Heinonen, one of the rally organizers. "During our education we have been told to stand up for what is right. The speech was not offensive. He was standing up for what he thought was right. For that, Emil was suspended for two days and his sports privileges were revoked."

The school board has told Cohen he should have used the school paper or student council to voice his concerns, Lee Heinonen said.

"That was done and nothing happened," he said. "The school shouldn't control what we say."

?????The rally was demanding the school take the suspension off Cohen's permanent record.

Instead of suspending students, educators should promote critical thinking, said the Ontario NDP's education critic, Rosario Marchese.

"Emil spoke his mind in a respectful way," Marchese said. "The teachers and principal involved made a mistake and should admit it and rescind the expulsion."

Cohen has already served the two-day suspension but people at the rally said it would be enough to remove it from his permanent record.

The students need to believe in freedom and justice, said another of the rally's organizers, Max Naylor.

"We have made this a national issue," Naylor said. "The entire country is watching you and is inspired by you. We believe in freedom and will fight for it."

School Superintendent Ian Allison attended the rally.

"It is good to express your opinion and they are expressing themselves in a responsible way...there are different opinions here," Allison said.

Some students showed up to the rally to heckle the protesters.

**Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved**

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

## Student strike stalls Red Nose

By QMI AGENCY

Last Updated: December 5, 2010 6:37pm

MONTREAL – Montreal's Operation Red Nose has been stalled by a student strike.

The college has blocked access to the building where the organization runs its operation as a preventive measure for two days - Sunday and Monday.

Student strikes at Vieux-Montreal College have turned nasty in the past, with emergency exits being blocked and garbage cans set alight.

"It's unfortunate for people who need the service," said Red Nose spokesman Olivier Gagnon.

"And all the funds raised by our operations are filtered back to the school's foundation, so it's two days less of donations for the students."

But Gagnon noted that at least the halt came during a quiet time in the season. They expect to resume normal service Wednesday.

Operation Red Nose is national campaign against drunk driving run by volunteers during the festive Christmas season offer free rides home to partygoers too drunk to drive.

It's the first time in its 27-year history the chapter has had to stop its operations. On Saturday, they helped ferry 100 revellers home safely.

The students union apologized to Operation Red Nose in a statement Sunday, saying the organization had to pay for the "poor decisions of the administration."

The spokeswoman for the school, however, said it was Operation Red Nose's own decision to suspend activities following discussions with the college administration.

Students across the province are planning to protest in Quebec City on Monday, where government meetings discussing proposed tuition hikes are being held.

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

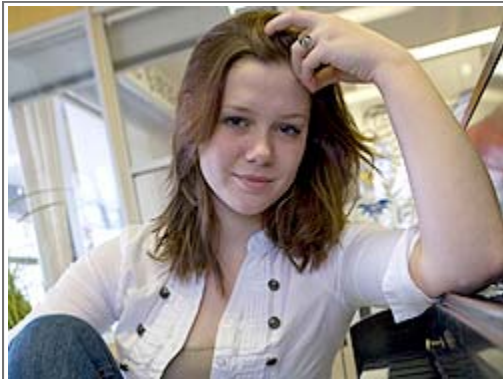
Autos Careers Classifieds Homes



## Ont. teen a double hero

By JENNY YUEN, QMI AGENCY

Last Updated: December 5, 2010 7:07pm



**Hailey Knight has been called a hero two times in three months after she saved an elderly man who went into cardiac arrest on a subway platform in October and now has saved a friend she found unconscious. (Dave Thomas/QMI Agency)**

TORONTO - She has been proclaimed a hero twice this fall - and 2010 isn't even over yet.

Hailey Knight, 16, who saved a heart-attack victim in his 70s on a subway platform in October, has now rescued a family friend.

The woman in her 40s was discovered unconscious last week in her apartment, lying in a pool of blood.

"My parents have raised me to believe that the more you give, the better you feel and the more you get in return, eventually," said the Grade 11 student, who attends Rosedale Heights School of the Arts.

Knight said she was speaking to the woman she regards as an aunt just after midnight last Tuesday, when the line unexpectedly went dead.

She followed her instincts and ran six blocks from her place and saw a light was on in the woman's main floor apartment.

Knight dialled the woman's cellphone. No answer. She called the land line. Again, no answer.

That's when she decided to contact her parents in Cobourg, Ont., east of Toronto, to ask if calling for help was a smart option.

Knight was able to enter the building and when there was no answer at the door, she called 911.

It took paramedics and firefighters 40 minutes to respond to the call, said her father, Peter.

After their arrival, they broke down the door and found the woman had fainted from low-blood pressure and smacked her head on the corner of a table, causing a concussion.

"My understanding is if she had been left until the next day when she might have been found, she might have been dead," said Knight's father. "(Hailey) has good critical thinking skills. Like on the subway, people were standing around, uncertain whether to act and with Hailey, she gets the situation resolved."

The family friend was released from hospital with a skull fracture.

"Her mom came in from Winnipeg and is taking care of her," said Hailey Knight. "She's aware of what's happening now, the last two days were more scary because she didn't remember having that conversation with me on the phone."

Knight received an award of merit and a free Metropass for a year from the TTC for her bravery on the St. Clair subway platform. Her quick thinking and knowledge of CPR gave a heart-attack victim a second chance at life.

[jenny.yuen@sunmedia.ca](mailto:jenny.yuen@sunmedia.ca)

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved